

International Affairs

Nº 03 - MARS 2025

AUDIT ET ASSURANCES

Mesures pour la simplification et la réduction des charges administratives – Lois Omnibus

Dans la dernière édition du bulletin, nous vous annonçons que la CE a publié les trains de mesure Omnibus 1 et 2. Nous vous offrons ci-dessous certaines ressources et informations relatives à leur procédure :

Omnibus 1 : comprend :

COM (2025) 80 : proposition de directive connue come *stop de clock*. Il s'agit d'une proposition pour reporter l'entrée en vigueur des directives CSRD et CS3D, de telle façon que dans le premier cas, les entreprises de la 2e et 3e vague (c'est-à-dire les entreprises qui devaient commencer à présenter un rapport de durabilité en 2026 et 2027, sur les clôtures de 2025-2026 respectivement) disposent de deux années de plus pour le faire, et dans le cas de la CS3D, l'entrée en vigueur est repoussée d'un an.

- Le parlement européen prévoit de voter leur traitement via la procédure d'urgence, le 1^{er} avril. La procédure d'urgence implique que les responsables de son traitement donnent la priorité au dossier. D'après

AcE, l'accord politique devrait être atteint en juin, ce qui donnerait du temps aux États membres pour l'approuver avant le 31 décembre de cette année.

- Il est prévu que le dossier soit traité par la commission des affaires juridiques, même si nous ne connaissons pas encore le nom de l'intervenant.

COM (2025) 81 : proposition pour modifier la portée et autres détails compris dans la CSRD et la CS3D. Cette proposition modifie, de façon détaillée, les directives CSRD et CS3D, notamment, quant à leur portée. Cette directive doit être transposée dans les 12 mois suivant son entrée en vigueur (20 jours après sa publication).

- Ce dossier est encore en phase de préparation et la fiche de procédure du Parlement n'indique pas encore quelle commission en sera chargée.
- Accountancy Europe indique que la Commission européenne insiste pour disposer d'un accord en juin, même si elle comprend que cela s'annonce compliqué en raison d'une grande discussion prévue entre les groupes politiques.

En ce qui concerne la CSRD, outre la portée, la COM (2025) 81 prévoit plusieurs changements dans les normes de préparation de l'IS, qui devraient être applicables à la date de leur entrée en vigueur. Elle prévoit par exemple, une révision des ESRS et de la norme pour la présentation volontaire des informations sur la durabilité pour les PME (VSME) et les changements dans la taxonomie sur lesquels une [consultation publique](#) a été ouverte le 26 février, et le restera jusqu'au 26 mars.

COM (2025) 87 : proposition de révision du règlement du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, qui réduit la portée des parties assujetties et la simplifie pour celles qui demeurent assujetties.

Omnibus 2 COM (2025) 84 : qui comprend une proposition pour simplifier et améliorer l'utilisation de certains mécanismes d'investissement de l'UE.

Accountancy Europe a publié une série de documents qui contiennent les aspects principaux :

- [*Initial comments on EC first omnibus package on sustainability*](#)
- [*Key changes to CSDDD proposed by the European Commission*](#)
- [*Key changes to sustainability standards proposed by the European Commission*](#)
- [*Key changes to CSRD*](#)

Pour toute information complémentaire, consultez :

- Interventions lors de la réunion du Parlement européen des 10 et 11 mars [premier débat](#).
- Interventions lors du [Conseil de compétitivité du 12 mars](#).

Il convient également de mentionner que le **CEAOB** a reçu récemment une [lettre](#) de la Commission européenne (DG FISMA) lui demandant une mise à jour du travail à réaliser concernant la NIAS 5000, en l'adaptant aux propositions comprises dans la proposition de directive COM (2025) 81, qui propose d'éliminer l'adoption des normes de sécurité raisonnable et la date limite pour adopter les normes de sécurité limitée et les remplacer par des guides relatifs aux sujets spécifiques.

Rapport de la Commission des affaires juridiques du Parlement européen sur la concurrence en 2024.

Comme nous l'annoncions dans la dernière édition du bulletin, la discussion du rapport (INI) proposée par le parlement européen, sur [l'état de la politique de compétitivité](#) au sein de l'UE devait avoir lieu le 19 mars. La proposition de rapport a été présentée par la députée Mme Lara Wolters en décembre et les [propositions d'amendements](#) qui comprennent des mesures spécifiques pour l'audit ont été reçues. Il convient de mentionner :

- Des amendements présentés par le groupe Renew de France exprimant leur préoccupation quant à la concentration sur le marché de l'audit d'EIP, ainsi qu'à la vérification de la durabilité et des services numériques.
- Des amendements présentés par le groupe socialiste, qui demandent la séparation des services et font état de leur préoccupation quant à la

possibilité de conflits d'intérêts, y compris entre les compagnies et les administrations publiques.

Néanmoins, ce vote n'a pas eu lieu et il a été repoussé au 8 avril.

Directive sur la divulgation d'information en matière de durabilité

Il n'y a pas eu de changement par rapport aux pays qui n'ont pas encore réalisé la transposition de la CSRD ou qui n'ont pas notifié les mesures adoptées en ce sens, et qui englobent : l'Allemagne, [l'Autriche](#), Chypre, l'Espagne, [le Luxembourg](#), Malte et le Portugal. Nous faisons un suivi des nouveautés et informations publiées dans ces pays. Les dernières nouvelles nous viennent du Portugal, où un avant-projet de loi a été présenté pour la transposition. Néanmoins, la publication des lois Omnibus le 26 février a retardé les progrès relatifs à cette transposition.

Simplification et réduction des charges administratives

Outre ce qui a été dit sur les lois Omnibus :

Transposition de la directive 2023/2775 qui modifie la directive 2013/34 concernant les critères de taille des entreprises ou groupes de taille micro, petite, moyenne et grande qui n'ont toujours pas notifié les mesures d'adoption, dont l'Espagne, de Chypre, de Malte, du Portugal et de la République tchèque. Ces pays, à l'exception de la République tchèque n'ont pas encore réalisé la transposition de la CSRD.

Nouveautés dans d'autres pays

- France

- La **H2A** publie une mise à jour du document de questions sur la mission de vérification de l'information en matière de durabilité ([lien](#)).
- Alerte du H2A sur les travaux de vérification de l'information sur la durabilité ([lien](#)).

- Italie

- **ASSIREVI (Italie)** : aspects relatifs au rapport de l'entité chargée de l'examen limité du rapport de durabilité, conformément au Décret législatif 125/2024 et relatifs aux certifications de la direction ([lien](#)).
- Communication publiée **Banca d'Italia/Consob** « Crypto-actifs et divulgation des états financiers - Communication conjointe aux émetteurs et aux sociétés d'audit légal et aux réviseurs légaux avec des missions sur les états financiers des entités d'intérêt public (EIP) et des entités assujetties au régime intermédiaire (ESRI) » ([lien](#)).
- **MEF**: décret publié le 19 février 2025 « Contenu et modalités de présentation de la demande d'autorisation des auditeurs et sociétés d'audits pour exercer l'activité de certification de la conformité des rapports de durabilité, ainsi que le contenu, les modalités et les délais de transmission des informations et leurs mises à jour par les personnes inscrites sans le registre » ([lien](#)).
- **CNDCEC** : article de position sur la proposition de simplification de la commission européenne ([lien](#)).

- Allemagne

- **WPK** : propositions pour simplifier la présentation des rapports dans le cadre du règlement sur la taxonomie de l'UE ([lien](#)).
- **WPK** : article sur les premières propositions pour simplifier les informations en matière de durabilité et leur audit (« train de mesures Omnibus ») ([lien](#)).
- **Comité consultatif sur la finance durable du gouvernement fédéral** : Document de position sur l'amélioration du CSRD ([lien](#)).

- Pays-Bas

- **NBA** Rapport d'essai 2024 (en hollandais) ([lien](#)).
- **NBA** communiqué sur les propositions Omnibus ([lien](#)).

- Royaume-Uni

- **FRC** fournit des orientations sur l'application du principe d'entreprise en fonctionnement ([lien](#)).
- Annonce du transfert de la responsabilité du système d'audit local du Financial Reporting Council (FRC) qui revient au Ministry of Housing, Communities and Local Government (MHCLG) ([lien](#)).

- USA

- **PCAOB** : comprend un test de connaissances sur la nouvelle norme de confirmation (AS 2310) comme matériel de support ([lien](#)).
- **AICPA** : le Comité d'éthique corrige un guide obligatoire ([lien](#)).
- **AICPA et NASBA** proposent des carrières alternatives au cursus traditionnel pour obtenir la qualification CPA ([lien](#)).

Autres documents utiles et nouveautés

- **The CAQ** *Cybersecurity, Enterprise Risk Management, and Meeting Effectiveness Are Top Priorities for Audit Committees, According to Deloitte, Center for Audit Quality Survey* ([lien](#)).
- **IAASB e IESBA** *Unveil New Standards and Guidance to Strengthen Sustainability Reporting and Assurance* ([lien](#)).

INFORMATION CORPORATIVE

En matière de durabilité

Les documents et normes suivants ont été publiés :

- Guide technique sur l'application du principe de ne « ne pas causer un préjudice important » dans le cadre du règlement sur le fonds social pour le climat ([lien](#)).
- Publication du pacte pour une industrie propre (Clean Industrial Deal) pour la compétitivité et la décarbonation au sein de l'UE ([lien](#)) dans le cadre du [plan de compétitivité de l'UE](#).

Dans le domaine des informations financières

- Lettre de commentaires à **IASB** sur l'exposure draft : IAS 37 provisions – targeted improvements – proposed amendments d'**AcE** ([lien](#)), et **ESMA** ([lien](#)) et consultation d'**EFRAG** ([lien](#)).
- **ESMA** : Nouvelles Q&A ([lien](#)).
- **ESMA** Risk monitoring report ([lien](#)).
- **IPSASB's ED 92 tangible natural resources** Commentaires d'**AcE** ([lien](#)).
- **Accounting Regulatory Committee** (ARC). Réunion de février-mars ([lien](#)) *Amendments to IFRS 9 and IFRS 7 (Contracts Referencing Nature-dependent Electricity, former Power Purchase Agreements)*.
- **EFRAG** Releases Summary Report on "Financial Reporting: What's Ahead for 2025" Event ([lien](#)).
- **EFRAG** a demandé les commentaires à sa proposition de réponse à IFRS sur les modifications à son processus. *IFRS Foundation Due Process Handbook Amendments* ([lien](#)).

AUTRES NOUVEAUTÉS

- **Proposition de guide** pour autoriser le personnel qui informe les clients sur les crypto-actifs. Une qualification professionnelle de 80 heures ainsi que 6 mois minimum d'expérience ou 1 an d'expérience supervisée et un examen organisé par le prestataire de service ou par un prestataire externe sont exigés ([lien](#)).
- Joint statement from **Accountancy Europe and IFAC** : sur la collaboration entre les deux organisations ([lien](#)).

AUTRES SUJETS

Présence internationale de l'ICJCE

Les réunions suivantes se sont déroulées pendant le mois de mars :

- Notre représentant à la direction de **Accountancy Europe** a assisté à une réunion de nature stratégique en compagnie des présidents des groupes de travail, visant à présenter la stratégie 2025-2026, en vue de son probation lors de la réunion de l'assemblée des membres qui se tiendra en avril.
- Nous avons assisté à une réunion du Forum de coordination entre les membres **d'Accountancy Europe** pour réaliser une première analyse des propositions Omnibus de la Commission européenne. Nous avons programmé des réunions mensuelles pour superviser et partager les développements normatifs actuels au sein de l'UE.
- Nous avons assisté à une réunion du Sounding Board de **Business Europe** pour aborder les nouveautés issues d'IASB.

Le **PIOB** a fait un appel de candidatures pour couvrir les postes vacants au sein des Conseils émetteurs de normes IAASB et IESBA. Les candidatures peuvent être envoyées jusqu'au 11 mai :

- [Invitation for Applications to the IESBA - 2025](#)
- [Invitation for Applications to the IAASB - 2025](#)

Vous pouvez consulter d'anciens numéros sur ce [lien](#)

Bulletin numérique élaboré par l'Instituto de Censores Jurados de Cuentas de España

www.icjce.es

[📄 Demander la résiliation](#)

Cet e-mail et les documents joints s'adressent exclusivement aux destinataires indiqués. L'information contenue peut être CONFIDENTIELLE et/ou être PROTÉGÉE PAR LA LOI, et elle ne représente pas nécessairement l'avis de l'ICJCE. Si vous avez reçu cet e-mail par ERREUR, merci de le communiquer immédiatement à l'expéditeur et de l'ÉLIMINER, car VOUS N'ÊTES PAS AUTORISÉ à l'utiliser, révéler, distribuer, imprimer ou copier une partie ou la totalité des informations qu'il contient. Merci.